

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**URGENCE
CLIMATIQUE**

**OPPORTUNITÉ
URBAINE**

**COMMENT LES ÉTATS PEUVENT-ILS
ASSURER LA PROSPÉRITÉ
ÉCONOMIQUE ET PRÉVENIR UNE
CATASTROPHE CLIMATIQUE EN
TRANSFORMANT LES VILLES ?**

Les villes prospères font des pays prospères.

Ce rapport, un effort de collaboration de plus de 50 organisations réunies par la Coalition for Urban Transitions, souligne l'immense potentiel social et économique de la création de villes compactes, connectées et propres à émissions nettes zéro. Il présente un plan d'action clair en six parties pour les États du monde entier.

Les villes zéro carbone constituent un puissant levier pour sécuriser la prospérité économique et améliorer le niveau de vie dans tous les pays - tout en luttant contre la crise climatique. Les gouvernements municipaux ne peuvent pas réaliser cette opportunité seuls. Les gouvernements nationaux ont des rôles uniques et cruciaux à jouer.

Le monde fait face à une urgence climatique, mais les villes offrent une solution aux pouvoirs publics nationaux. La montée des températures cause déjà de nombreux décès et menace des écosystèmes vitaux. Des hausses supplémentaires présentent une menace existentielle pour toutes les villes et tous les pays. La bataille pour la planète se gagnera ou se perdra dans les villes. Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines qui produisent 80 % du PIB et sont à l'origine de trois quarts des émissions de carbone provenant de consommation d'énergie finale¹. En outre, la concentration démographique, de l'activité économique et des émissions dans les villes augmente rapidement, particulièrement en Afrique et en Asie.

Ce rapport montre qu'une transition vers des villes zéro carbone et résilientes face au changement climatique gérée prudemment est susceptible de contribuer à la prospérité économique nationale et d'améliorer la qualité de vie tout en s'attaquant à la crise climatique. Les études scientifiques nous indiquent que pour empêcher une augmentation des températures supérieure à 1,5°C, les villes doivent arriver à zéro émission nette d'ici le milieu du siècle². De nouvelles analyses réalisées pour les besoins de ce rapport ont indiqué que les émissions de gaz à effet de serre provenant des villes peuvent être réduites de près de 90 % d'ici à 2050 à l'aide de mesures d'atténuation techniquement réalisables et largement disponibles. Si ces mesures sont conçues et mises en place avec soin, elles peuvent également aider à faire face à des priorités politiques urgentes, dont la pollution de l'air étouffante, la congestion chronique due à la circulation, les services de mauvaise qualité et les pertes de productivité. L'ensemble des investissements générerait de manière collective un rendement économique à

hauteur de US 23,9 milliards \$US en termes actuels. Les pays leaders de demain seront ceux dont les villes parviendront à mener une transition équitable et durable vers une nouvelle économie urbaine.

Il est essentiel que les autorités municipales agissent, mais ces actions à elles seules ne suffiront pas à atteindre cet objectif. Depuis quelques dizaines d'années, l'action climat au niveau local connaît un engouement. Les autorités municipales ont fait preuve d'un leadership tout particulier : près de 10 000 autorités municipales et locales du monde entier se sont engagées à établir des cibles de réduction des émissions et à préparer des plans stratégiques pour les atteindre³. Cependant, même les autorités municipales les plus larges et les plus autonomes ne peuvent mettre œuvre qu'une partie infime de leur potentiel d'atténuation de manière unilatérale.⁴

Les pouvoirs publics nationaux ont des rôles uniques et cruciaux à jouer dans l'encouragement des villes zéro carbone résilientes aux changements climatiques. Bon nombre des politiques nationales et régionales sont explicitement axées sur les zones urbaines, telles que la conception de directives de planification de l'espace et le tracer des délimitations municipales. Bien d'autres encore, telles que les politiques nationales énergétiques, fiscales et relatives aux transports, bien que non particulières aux zones urbaines, influencent grandement la performance des villes. En outre, les financements mobilisés par les autorités nationales et des États fédérés sont essentiels pour les villes, particulièrement dans le cadre de grands projets d'infrastructures. L'avenir des villes dépend ainsi en grande partie des décisions prises par des échelons de gouvernance plus élevés ou du soutien qu'ils leur accorderont. Les autorités nationales ont formellement reconnu l'importance des villes avec l'adoption du 11^e objectif de développement durable (ODD11), qui engage les pays à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». Cependant, aujourd'hui, moins de deux pays sur cinq disposent d'une stratégie nationale explicite pour les villes⁵ et seules quelques-unes d'entre elles abordent directement l'action climatique et le développement humain. Dans le monde entier, seul sept pays disposent une Politique nationale urbaine et une NDC (contribution déterminée au niveau nationale) qui traite précisément de l'atténuation des changements climatiques dans les villes (bien qu'elles soient beaucoup plus nombreuses à s'engager de manière sectorielle à réduire les émissions de carbone dans le bâtiment, l'énergie, les transports et les déchets).

Les villes vont évoluer de manière considérable dans les dizaines d'années à venir. L'innovation technologique habilite de nouvelles formes de prestation de services et



Moins de deux pays sur cinq disposent d'une stratégie nationale explicite pour les villes et seules quelques-unes d'entre elles abordent directement l'action pour le climat et le développement humain

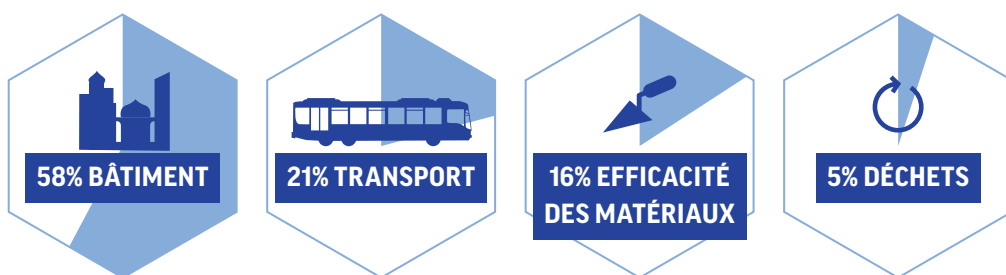


En Afrique et en Asie, la population urbaine devrait augmenter de 2.5 milliards d'individus d'ici les 30 prochaines années

transforme la nature du travail, mais elle déplace de nombreux emplois également. L'évolution démographique, de la baisse du taux de fécondité au vieillissement des populations, appelle à de nouveaux systèmes de logements et de services. Les turbulences économiques et les changements économiques structurels sont en train de réorienter les échanges commerciaux et les investissements dans le monde. En outre, en Afrique et en Asie, la population urbaine devrait croître de 2,5 milliards dans les 30 années à venir.⁶ Les modèles de développement actuels n'offrent pas à la plupart des gens un niveau de vie décent. Près d'un milliard de citadins vivent dans des bidonvilles sans accès à un logement décent, à de l'eau potable ou à un système d'assainissement sûr.⁷ Bien trop de personnes travaillent dans des conditions non sûres pour un salaire qui ne leur permet pas de vivre.

En même temps, il est nécessaire d'agir immédiatement pour s'attaquer à la crise climatique. La voie sur laquelle se trouve le monde le mène à une augmentation d'au moins 3°C au-dessus des niveaux préindustriels d'ici la fin du siècle.⁸ Cela mènerait à des désastres climatiques plus fréquents et plus catastrophiques, à l'effondrement des écosystèmes et, potentiellement, à une montée du niveau de la mer de plusieurs mètres.⁹ Les plus pauvres et les personnes privées de leurs droits civiques ressentiront ces impacts de manière disproportionnée, ce qui érodera les avancées réalisées dans le domaine du développement au cours des dernières dizaines d'années et rendra l'éradication de la pauvreté impossible. Afin de contenir le réchauffement climatique à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels, les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) doivent être pratiquement divisées par deux d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2010 et atteindre zéro net aux alentours de 2050.¹⁰ Comme c'est le cas dans les grands centres de production et de consommation, ce qui se produira dans les villes dans les dix années à venir sera d'une importance critique pour tous les pays du monde entier. Les décideurs politiques nationaux peuvent aider à mettre les villes sur la voie de la prospérité et de la résilience ou celle du déclin et de la vulnérabilité.

DES MESURES D'ATTÉNUATION TECHNIQUEMENT RÉALISABLES POURRAIT RÉDUIRE LES ÉMISSIONS URBAINES PAR PRÈS DE 90% D'ICI 2050



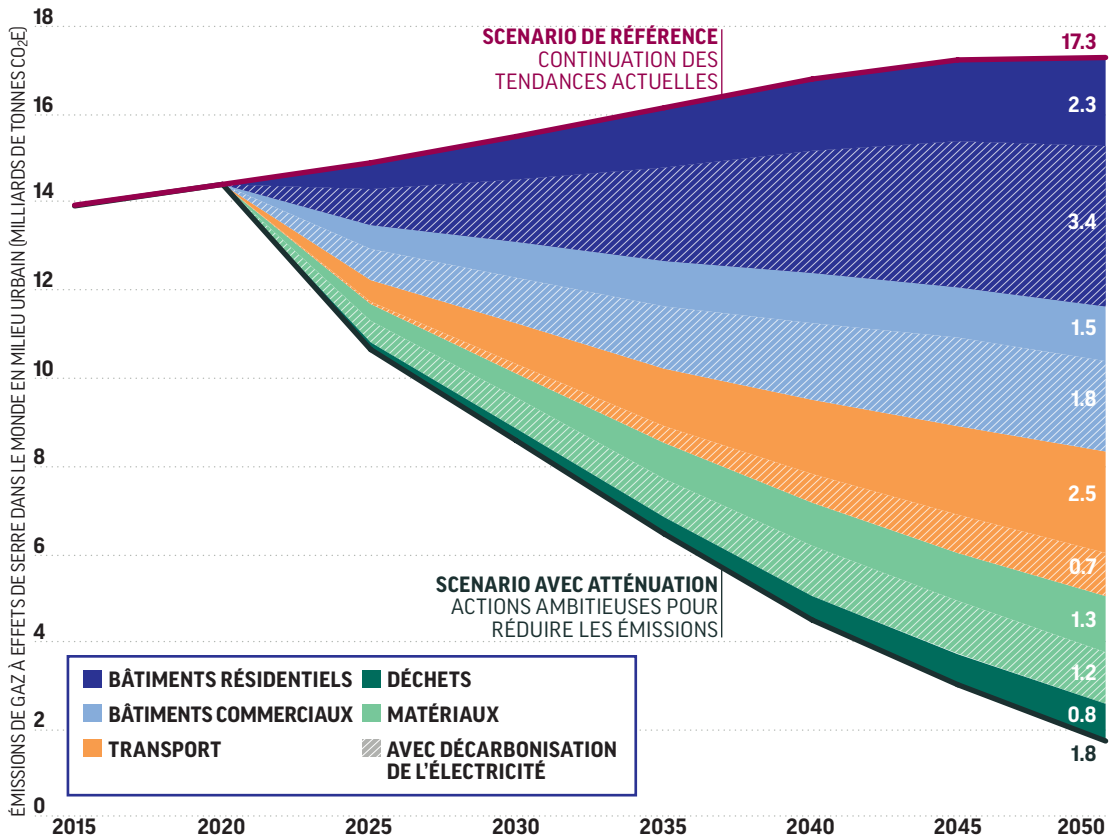
INVESTISSEMENTS REQUIS POUR RÉDUIRE LES ÉMISSIONS URBAINES



Ce rapport montre que les émissions de gaz à effet de serre dans les villes peuvent être abaissées à des niveaux proches de zéro net à l'aide de technologies et de pratiques avérées. Il identifie un ensemble de mesures faibles en carbone réalisables sur le plan technique, susceptibles de réduire les émissions dans les secteurs urbains clés de près de 90 % d'ici 2050 (cf. *Figure ES.1*). En termes absolus, ces réductions sont supérieures aux émissions liées à l'énergie combinées des deux plus gros émetteurs, la Chine et les États-Unis en 2014.¹¹ 58 % de ces réductions d'émissions de carbone proviennent du secteur du bâtiment et des travaux publics, 21 % du secteur des transports, 16 % de l'efficacité des matières et 5 % du secteur des déchets. Les investissements requis pour la réduction des émissions en zones urbaines seraient de 1 830 milliards \$US (soit 2 % du PIB mondial) par an,¹² cependant, ils généreraient des économies annuelles d'une valeur de 2 800 milliards \$US en 2030 et de 6 980 milliards \$US en 2050. Cela représente un rendement d'une valeur actuelle de 23 900 milliards \$US.¹³ Cette estimation est prudente. Avec l'augmentation des prix de l'énergie et des rythmes d'apprentissages technologiques plus rapides, la valeur actuelle nette de ces investissements atteint 38 190 milliards \$US. Ces chiffres n'incluent pas les avantages plus larges, tels que les gains de productivité sur le long terme ou l'amélioration de la santé publique.

FIGURE ES.1. POTENTIAL D'ATTÉNUATION TECHNIQUEMENT RÉALISABLE POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF DE VILLES ZÉRO CARBONE D'ICI 2050, PAR SECTEUR.

Note : La courbe « scénario de référence » représente le niveau projeté des émissions de gaz à effets de serres issus des secteurs du bâtiment, des matériaux, des transports et des déchets en milieu urbain sans action supplémentaire. La courbe « scénario avec atténuation » représente le niveau projeté des émissions de gaz à effets de serres issus de ces secteurs dans l'hypothèse d'un déploiement ambitieux de certaines mesures d'atténuation. Les surfaces hachurées représentent le potentiel d'atténuation atteignable par la décarbonisation de l'électricité. Des mesures plus agressives ainsi que des innovations technologiques et un changement des normes sociales seront nécessaires pour atténuer le restant des émissions issues de ces secteurs.

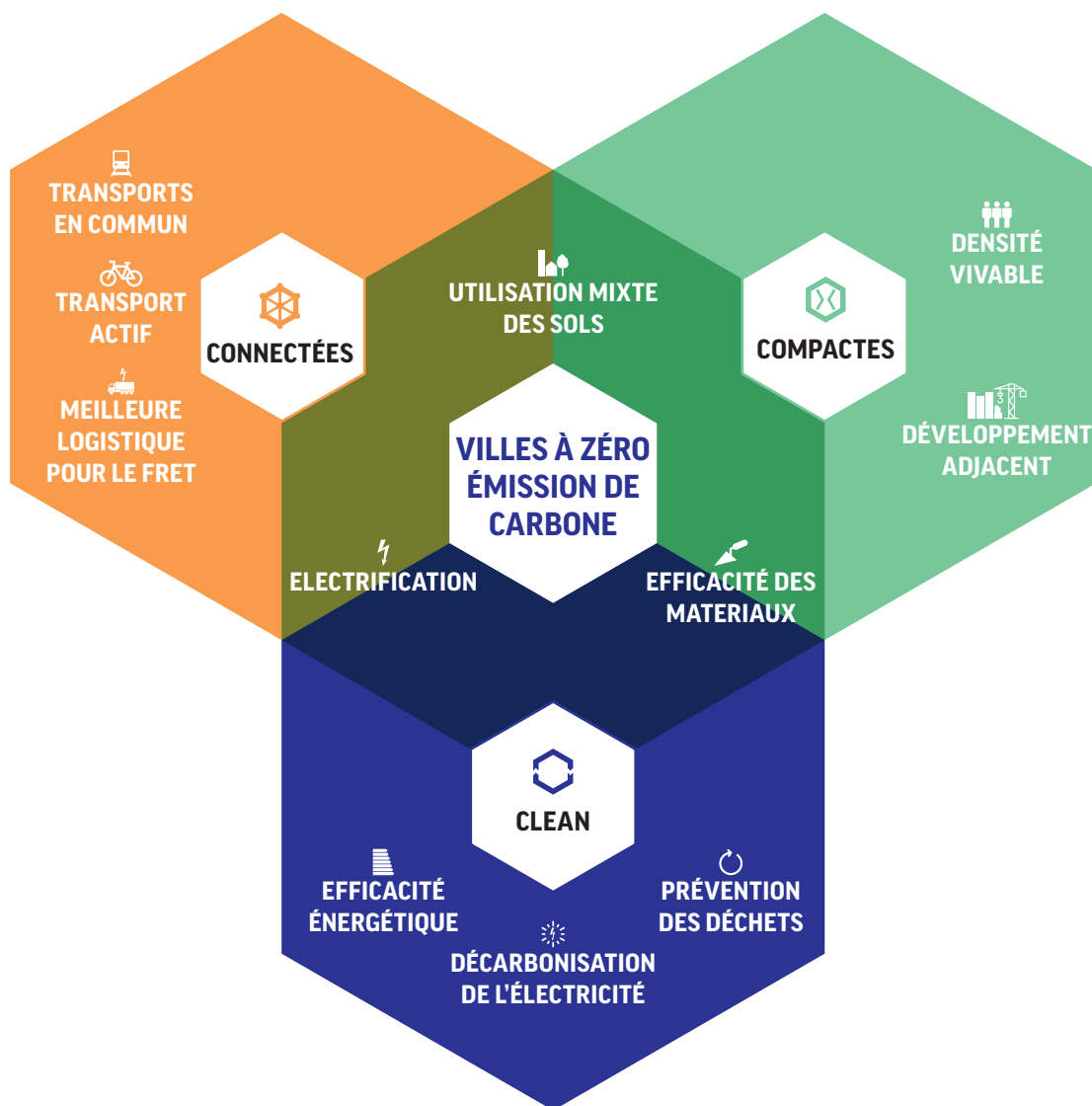


Un leadership volontariste de la part des autorités nationales et des partenariats avec d'autres administrations publiques sont nécessaires pour saisir cette occasion. Divers politiques et investissements peuvent stimuler l'action climat par les secteurs publics et privés. Plus de la moitié du potentiel d'abattement identifié dans ce rapport provient de la décarbonisation des réseaux électriques, qui sont généralement supervisés par les autorités nationales et régionales. Notamment, plus de la moitié du potentiel d'abattement se trouvent dans les zones urbaines de moins de 750 000 habitants, qui ne disposent bien souvent pas des ressources financières et techniques des grandes villes. En effet, une nouvelle analyse réalisée pour les besoins de ce rapport montre que, dans le monde entier, les autorités nationales et des États fédérés exercent l'autorité primaire sur plus de 35 % du potentiel d'atténuation (en excluant la décarbonisation de l'électricité), y compris par le biais de procédés améliorés de production du ciment et de normes d'efficacité énergétique accrues pour l'électroménager, l'éclairage et les véhicules. Les autorités locales exercent l'autorité ou l'influence primaire sur plus de 28 % du potentiel d'atténuation, y compris la forme compacte des villes, la gestion des exigences en transports et la prise en charge des déchets. 37 % du potentiel d'atténuation identifié dépend d'une action collaborative entre les pouvoirs nationaux, régionaux et locaux, y compris pour les codes du bâtiment, les énergies renouvelables décentralisées et les infrastructures de transports en commun. Un leadership national audacieux est donc nécessaire pour réaliser ces réductions et pour instaurer un environnement rendant possible des actions locales.

Les villes zéro carbone seront des lieux où les gens seront en meilleure santé et plus productifs. L'ensemble des mesures faibles en carbone identifiées dans le présent rapport ferait des villes des endroits plus compacts, mieux connectés et plus propres (cf. *Figure ES.2*). En outre, se présente également l'occasion d'éradiquer la pauvreté et d'améliorer les niveaux de vie pour tout un chacun. À l'avenir, dans le monde entier, on pourrait vivre dans des quartiers où il serait possible de se rendre rapidement, en toute sûreté et à pied au travail, à l'école, dans des parcs, en longeant des rues calmes disposant de divers endroits pour se rencontrer d'autres et se reposer. Les piétons et les cyclistes pourraient avoir des trottoirs et des voies cyclables protégées bordés d'arbres, de commerces et de restaurants. Les limitations de vitesse dans les rues pourraient être suffisamment faibles pour que tout un chacun se sente en sûreté en traversant, même les personnes âgées, handicapées ou encore poussant une poussette. Avec un flux constant de piétons, les commerces et restaurants locaux prospéreraient. Des transports en commun bien entretenus pourraient rendre les trajets entre la maison et le travail pratiques et confortables, en reliant tous les quartiers pour que personne n'ait à prendre la voiture. Les quelques véhicules présents dans les rues pourraient tous être électriques, silencieux et non polluants. Avec un air beaucoup plus propre dans les villes, l'asthme, les allergies et autres maladies respiratoires seraient beaucoup moins courants. L'intérieur des maisons et des bâtiments commerciaux serait plus agréable, avec davantage de lumière naturelle, une bonne aération et des matériaux et choix de design qui limitent la nécessité d'un contrôle de la température. Avec des panneaux solaires sur le toit et des systèmes de chauffage et de refroidissement hautement efficaces, les villes compactes, connectées et propres réduiraient de manière importantes les frais encourus par les ménages et les entreprises.

Des études de cas du monde entier montrent qu'une transition urbaine rapide est possible. La vision présentée ici peut sembler irréaliste alors que des millions de citoyens vivent aujourd'hui dans la pauvreté et dans des environnements dégradés. Cependant, ce rapport offre des études de cas du monde entier, de Medellin en Colombie, à Copenhague au Danemark, en passant par Indore en Inde, Windhoek en Namibie et Séoul en Corée du Sud, où les autorités nationales et locales travaillent de concert pour améliorer en profondeur la qualité de vie dans les villes dans les vingt à trente années qui viennent. Ces exemples montrent que l'échelle et le rythme du changement exigés pour atteindre l'ODD 11 et l'objectif des villes à zéro émissions de carbone sont réalisables sur le plan technique comme politique.

FIGURE ES.2. OPTIONS DE RÉDUCTION CLÉS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF DES VILLES ZÉRO CARBONE.



Rendre les villes compactes, connectées et propres offre également une formidable occasion aux autorités nationales pour leur permettre de réaliser un développement économique plus rapide et plus juste. Ce rapport montre également que les pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et des BRIICS (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud) dépensent de manière collective 41,6 milliards \$US par an en subvention pour la consommation de carburants fossiles dans les zones urbaines. Ces subventions incitent à l'expansion urbaine, la pollution toxique de l'air, les accidents de la route et un changement climatique dangereux. De nouvelles approches sont nécessaires pour encourager les villes à s'épanouir. Les politiques et les marchés changent déjà de manière à soutenir une économie nouvelle faible en carbone. Les pays qui ne gèrent pas cette transition de manière volontariste se retrouveront avec des biens et des travailleurs bloqués à mesure que les systèmes à émissions de carbone élevées deviendront inabordables et ne se conformeront plus aux réglementations.

Les autorités nationales qui anticipent ces tendances structurelles et mettent les villes zéro carbone au cœur de leur développement national et de leur stratégies climat sur le long terme bénéficieront de quatre avantages économiques:

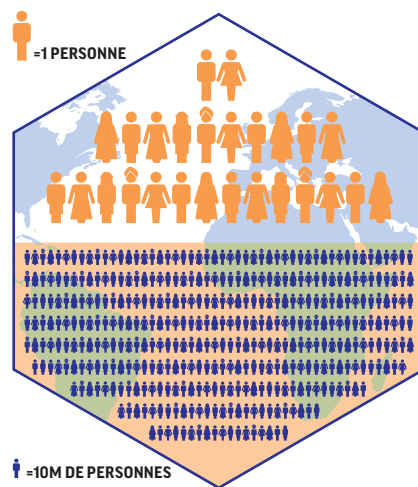
Il est moins onéreux de mettre en place des infrastructures et des services dans des villes plus compactes, connectées et propres. Une superficie moindre, moins de matériaux et d'énergie sont requis pour relier les ménages et les entreprises sur le plan physique lorsqu'ils se trouvent plus proches les uns des autres. En outre, des densités plus importantes rendent un large éventail d'investissements dans les infrastructures plus économiques, des systèmes de métro au chauffage et refroidissement des quartiers. En outre, bon nombre de mesures à faibles émissions de carbone sont désormais plus attrayantes sur le plan économique que leurs équivalents qui émettent plus de carbone. L'ensemble des mesures à faibles émissions de carbone identifiées dans le présent rapport représente une opportunité d'une valeur de 23 900 milliards US\$. L'adoption de toutes ces mesures à faibles émissions de carbone pourrait également soutenir l'équivalent de 87 millions d'emplois en 2030 (pour la plupart pour des améliorations approfondies de l'efficacité des bâtiments) et 45 millions d'emplois en 2050 (principalement dans le secteur des transports).

La productivité de la main d'œuvre et des entreprises est plus élevée dans les villes de plus grande taille et dont la densité démographique est plus importante, particulièrement dans celles qui disposent de bons réseaux de transports en commun. Un passage en revue de plus de 300 études sur le caractère compact des villes récemment réalisé montre qu'une différence de 10 % du nombre de personnes qui vivent et travaillent dans une zone donnée équivaut à une augmentation de USD 182 US\$ de productivité par personnes et un meilleur accès aux emplois et services.¹⁴

La transition vers des villes compactes, connectées et propres peut renforcer les capacités nationales en matière de création tout comme d'absorption des innovations qui seront essentielles pour la compétitivité économique à l'avenir. Ce rapport conclut qu'une augmentation de la densité démographique de 10 % (mesurée par le nombre d'habitants par kilomètre carré) est associée à une augmentation de 1,1 % du nombre de brevets par 1000 individus produits en Europe et à une augmentation de 1,9 % par 1000 individus aux États-Unis. Les innovations sous toutes leurs formes peuvent avoir un énorme impact dans la vie réelle. La Chine, par exemple, soutient ses autorités municipales pour qu'elles fassent des essais avec les véhicules électrique et des infrastructures de chargement et les résultats sont impressionnants : en 2017, la Chine disposait de 40 % des voitures électriques au monde et plus 99 % des bus électriques.¹⁵

Lorsque ces avantages sont associés les uns aux autres, des villes compactes, connectées et propres pourraient offrir aux pays un avantage compétitif distinct alors qu'ils cherchent à attirer des talents et investissements du monde entier. La plupart des pays cherchent à attirer des sociétés qui produisent des biens et services échangeables. Dans la mesure où ces entreprises peuvent vendre leurs produits sur le marché internationale, elles ne sont pas contraintes par la taille des marchés locaux ou régionaux. Les entreprises et employés de ces secteurs sont hautement mobiles et susceptibles d'être attirés par les économies directes, la productivité plus élevée et la meilleure qualité de vie qu'offrent les villes zéro carbone.

Cependant, la promesse des villes zéro carbone ne peut être tenue sans que des progrès significatifs soient réalisés dans l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités. Toutes les transitions entraînent des compromis. Ainsi l'atteinte de zéro émission de carbone exigera des changements sociaux et culturels profonds. Les citoyens doivent être confiants quant au fait qu'ils seront protégés de tout impact négatif et qu'ils profiteront réellement de ces nouveaux mode de vie, de consommation, de déplacement et de production. Le soutien public pour une telle transformation sera difficile à obtenir si les privations et les inégalités profondes subsistent. Aujourd'hui, les 26 personnes les plus riches au monde détiennent autant d'actifs que les 3,8 milliards de personnes appartenant à la moitié la plus pauvre de la population mondiale.¹⁶ Cela signifie que quelques personnes (puissantes) ont un intérêt tout particulier à maintenir le statu quo, alors que de nombreuses personnes (votantes) se sentent vulnérables et ont ainsi des appréhensions



Les 26 personnes les plus riches au monde détiennent autant d'actifs que les 3,8 milliards de personnes appartenant à la moitié la plus pauvre de la population mondiale.

quant à un changement radical, même si l'ensemble de la population profiterait d'une action climatique ambitieuse dans un avenir proche. Pour profiter au maximum de cette opportunité, les autorités nationales doivent placer l'équité et l'inclusion au cœur de leurs objectifs.

Des mesures d'atténuation climatique ambitieuses ne suffisent désormais plus pour assurer la prospérité nationale. Les investissements dans la résilience urbaine seront essentiels à toute prise en charge du changement climatique inévitable. Les températures mondiales dépassent déjà de 1°C les niveaux préindustriels¹⁷ et les impacts sont clairs. Au cours des quelques dernières années, des villes comme Ahmedabad en Inde, Melbourne en Australie, ou Rome en Italie ont souffert de canicules avec des températures dépassant les 40°C.¹⁸ Des villes telles que le Cap en Afrique du Sud, Chennai en Inde ou encore Sao Paulo au Brésil n'ont pratiquement plus d'eau.¹⁹ Il est probable que les températures augmenteront beaucoup plus et que, par conséquent, les dangers liés au climat seront encore plus graves.²⁰ Avec leur concentration d'habitants, d'actifs et d'activités économiques, les villes sont des centres vulnérables. Une nouvelle analyse réalisée pour les besoins de ce rapport montre que 710 millions de personnes vivent dans des zones urbaines ou quasi-urbaines du littoral à moins de 10 mètres au-dessus du niveau de la mer, plus des trois quarts de ces personnes vivent en Asie. Dans les pays à basse altitude tels que les Pays-Bas, la Thaïlande et le Viet Nam, plus de la moitié de la population urbaine vit sur le littoral à moins de 10 mètres au-dessus du niveau de la mer. Près de 10 % des terres dans le monde situées à 10 mètres au-dessus de la mer ou moins sont déjà des zones urbaines ou quasi-urbaines, contre 2 % ailleurs. Cela signifie que les ondes de tempête et la montée du niveau de la mer constituent désormais des menaces principalement urbaines. L'adaptation des zones urbaines sera essentielle pour que la dévastation des économies et sociétés nationales causée par le changement climatique soit réduite au minimum.

ONDES DE TEMPÊTE ET HAUSSE DU NIVEAU DE LA MER SONT DÉSORMAIS DES MENACES URBAINES

EN 2015, PLUS DE 710 MILLIONS DE PERSONNES VIVAIENT DANS DES CENTRES URBAINS ET DES COMMUNAUTÉS QUASI-URBAINES SITUÉS À UNE ALTITUDE DE MOINS DE 10 MÈTRES AU-DESSUS DU NIVEAU DE LA MER

 -10M DE PERSONNES

DANS LES PAYS À BASSE ALTITUDE TELS QUE LES PAYS-BAS, LA THAÏLANDE ET LE VIET NAM, PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION URBAINE VIT SUR LE LITTORAL À MOINS DE 10 MÈTRES AU-DESSUS DU NIVEAU DE LA MER



10% DES TERRES SITUÉES À UNE ALTITUDE DE MOINS DE 10 MÈTRES AU-DESSUS DU NIVEAU DE LA MER CONTRE 2% AILLEURS

FIGURE ES.3. SIX PRIORITÉS D'ACTION NATIONALE POUR CRÉER DES VILLES INCLUSIVES, ZÉRO CARBONE ET RÉSILIENTES



Les autorités nationales disposent d'un grand nombre de possibilités pour soutenir de manière simultanée l'atténuation et l'adaptation au climat, ainsi que le développement durable dans les villes. Par exemple, des villes plus compactes peuvent protéger les terres cultivées et les habitats naturels en périphérie des zones urbaines, protégeant ainsi les stocks de carbone emmagasiné dans la biomasse et la terre. Le fait d'éviter de modifier l'utilisation des terres peut également protéger la biodiversité et les services cruciaux des écosystèmes tels que la pollinisation, la formation de la terre et le recyclage des nutriments. Le maintien de la productivité des océans et de l'agriculture est particulièrement important dans le contexte de la crise climatique, qui menace de réduire le rendement des stocks de poissons et des récoltes de base tels que le blé, le maïs et le riz.²¹ Malgré l'importance de gérer l'expansion urbaine, elle avance rapidement. De nouvelles analyses réalisées pour les besoins de ce rapport montrent qu'entre 2000 et 2014, la superficie des zones urbaines dans le monde a augmenté d'environ deux fois l'équivalent de la taille du Sri Lanka. Les deux tiers de cette expansion urbaine se sont produits en Asie et un cinquième en Afrique où des millions de personnes dépendent de la pêche, de la foresterie et de l'exploitation agricole pour leur subsistance. Un développement urbain plus durable peut ainsi également soutenir le développement rural.

Ce rapport présente six priorités clés d'actions que les autorités nationales doivent adopter pour saisir cette occasion. Ces priorités d'action nationale (résumées dans la *Figure ES.3*) sont ancrées dans trois années de recherches et un processus de consultation approfondi impliquant plus de 50 institutions : instituts de recherche, réseaux d'autorités nationales et municipales, investisseurs, fournisseurs d'infrastructures, sociétés de conseil, organisations non-gouvernementales et mouvements sociaux. Les priorités d'action nationale ont été testées avec les représentants d'autorités nationales et municipales dans le but d'en confirmer la faisabilité et la pertinence. L'ampleur de ces recommandations reflète le fait que les villes sont interconnectées et se trouvent au centre du développement national dans son ensemble, ainsi que le fait qu'elles soient influencées d'une multitude de manières par les politiques nationales.

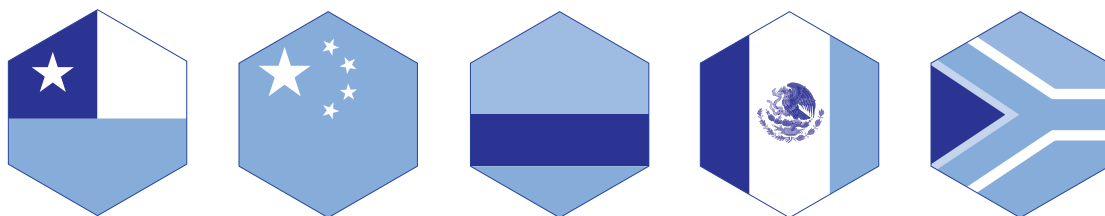
Pour chaque priorité d'action nationale, ce rapport offre un éventail de mesures correspondant à divers contextes et des recommandations quant à l'ordre d'implémentation. Les autorités nationales peuvent bénéficier des avantages économiques, sociaux et environnementaux des villes zéro carbone de diverses manières. Certaines mesures se concentrent de manière étroite sur les résultats urbains et climatiques, d'autres créeraient des conditions à l'échelle de l'économie pour une transition vers des villes zéro carbone. Les décideurs politiques peuvent choisir des instruments précis en fonction de leurs circonstances nationales et de leurs objectifs de développement. Bien que toutes les options identifiées ne soient pas adaptées à tous les pays, la boîte à outils dans son entièreté est pertinente pour les pays à tous les stades de développement.

Les six priorités d'action nationale sont les suivantes:

Développer une stratégie globale pour une prospérité partagée et zéro émission de carbone et placer les villes en son cœur. Peu de pays disposent de plans forts pour un développement économique et social dans le contexte d'une urgence climatique. Compte tenu de la part croissante du nombre d'habitants, de l'activité économique et des émissions concentrés dans les villes, ces plans doivent comporter une dimension urbaine importante. Une stratégie nationale complète, concentrée sur des villes compactes, connectées et propres et ancrées dans un partenariat réel entre les autorités nationales et locales pourrait éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités et éviter une catastrophe climatique. Une telle stratégie doit être ancrée dans une vision partagée de l'avenir des villes et de leurs liens avec le développement du pays tout entier. Elle peut inspirer tous les ministères à aborder la question du développement urbain d'une manière réfléchie et raisonnée, réduire les risques associés aux investissements faibles en carbone en envoyant des signaux clairs aux acteurs privés et autonomiser les autorités locales pour qu'elles puissent avancer plus loin et plus vite en matière de développement faible en carbone et résilient face au changement climatique.

Aligner les politiques nationales derrière une vision de villes compactes, connectées et propres. Parmi les mesures clés, l'on compte le retrait des réglementations relatives à l'utilisation des terres et au bâtiment qui limitent une plus forte densité, la réforme des marchés de l'énergie pour décarboniser le réseau électrique, l'atteinte d'émissions opérationnelles nettes zéro dans tous les bâtiments avec un recours minimal aux compensations carbone, la décarbonisation du réseau électrique, l'interdiction de la vente de véhicules alimentés par des carburants fossiles, l'adoption d'alternatives vertes à l'acier et au ciment et une réduction de la construction de bâtiments individuels dans les villes établies. Par exemple, des décideurs politiques de haut rang en Inde suggèrent que la vente de véhicules individuels et les deux-roues alimentés aux carburants fossiles soient interdits d'ici 2030.²²

Financements d'infrastructures urbaines durables. Parmi les mesures clés, l'on compte l'élimination des subventions accordées aux carburants fossiles, la fixation du prix du carbone à USD 40-80 par tonne, avec une augmentation au fil du temps, un travail avec les autorités locales pour la mise en place d'un pipeline de projets sûrs pour le climat et financièrement stable pour ancrer un développement urbain compact, connecté et propre, le passage à l'échelle supérieure des instruments de financement basés sur le foncier pour financer des infrastructures urbaines durables et limiter l'expansion des villes, ainsi que la modification de la concentration des budgets nationaux des transports, des projets routiers vers les transports actifs. En 2018, 45 pays, y compris des pays émergents tels que le Chili, la Chine, la Colombie, le Mexique et l'Afrique du Sud, avaient déjà attribué un prix au carbone.²³



En 2018, 45 pays, y compris des pays émergents tels que le Chili, la Chine, la Colombie, le Mexique et l'Afrique du Sud, avaient déjà attribué un prix au carbone.

Coordonner et soutenir l'action climatique locales dans les villes. Parmi les mesures clés, l'on compte l'adoption d'une législation qui clarifie de manière explicite les rôles et pouvoirs des différents niveaux de gouvernance, y compris les mesures d'amélioration des options de recettes publiques uniques, le renforcement des capacités locales pour agir contre le changement climatique, l'autorisation des autorités locales à introduire des politiques et plans climat plus ambitieux que les politiques nationales, la mise en place de « terrains de jeu réglementaires » pour les innovations faibles en carbone dans les villes, ainsi que l'allocation d'au moins un tiers des budgets de recherche et développement nationaux pour soutenir les priorités climat des villes. Entre 2000 et 2018, l'Allemagne a augmenté la part de l'électricité renouvelable de 6 % à plus de 38 % en grande partie par le biais de la loi sur les sources d'énergie renouvelable, qui a autonomisé les autorités municipales et les coopératives de citoyens.

Mettre en place un système multilatéral qui favorise des villes inclusives et zéro carbone. Parmi les mesures clés, l'on compte le passage à l'échelle supérieure de l'action climat des villes aux NDC, l'exigence auprès des tous les établissements financiers internationaux de mettre fin au financement des carburants fossiles, l'assurance que toute l'assistance au développement international s'aligne sur des stratégies urbaines nationales compatibles avec l'Accord de Paris et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi qu'une aide aux autorités municipales en matière d'accès au financement public international pour un développement faible en carbone et résilient face aux changements climatiques (avec une supervision souveraine adéquate). Par exemple, le Mexique enregistre systématiquement les politiques et projets relatifs au climat des États et municipalités afin de pouvoir les utiliser pour améliorer les ambitions nationales lors du prochain cycle de négociations sur le climat.

Planifier une transition urbaine juste. Parmi les mesures clés, l'on compte le renforcement de la sécurité foncière des pauvres des villes, l'amélioration de la résilience face au climat et de l'égalité entre les genres par le biais de la sensibilisation de tous les jeunes, l'utilisation des recettes publiques provenant de la réforme des subventions aux carburants fossiles ou des taxes carbone pour indemniser les personnes qui supportent le coût de l'action climatique, un soutien aux autorités locales pour qu'elles mettent des terres bien situées et desservies à la disposition des populations urbaines, ainsi que l'anticipation, la protection et l'appui de la main d'œuvre de l'avenir, y compris par la création de plans de transition pour les secteurs basés sur les carburants fossiles et les personnes qui y travaillent. Par exemple, la Namibie a pris en charge la plupart de l'augmentation rapide de sa population urbaine en mettant à disposition dans les villes de petits lopins de terres bien desservis et dont le prix était compétitif, réduisant ainsi le lourd fardeau sanitaire et économique des installations informelles.

Rendre les villes zéro carbone et résilientes d'une manière inclusive aura pour effet simultané d'augmenter le niveau de vie des pays, de s'attaquer aux inégalités et de lutter contre le changement climatique. Pour les dirigeants nationaux, la création de telles villes produirait un rendement politique à court terme et une prospérité nationale sur le long terme. C'est une occasion à ne pas rater.

REFERENCES

- 1 UN-DESA, 2018. *World Urbanization Prospects 2018*.
Dobbs, R. et al., 2011. *Urban World: Mapping the Economic Power of Cities*.
Seto, K.C., et al., 2014. Human settlements, infrastructure, and spatial planning. In: *Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*.
- 2 Bazaz, A., et al., 2018. *Summary for Urban Policymakers: What the IPCC Special Report on Global Warming of 1.5°C Means for Cities*.
- 3 Global Covenant of Mayors for Climate & Energy, 2019. *Implementing Climate Ambition: Global Covenant of Mayors 2018 Global Aggregation Report*.
- 4 C40 Cities Climate Leadership Group, 2014. *C40 Cities: The Power to Act*.
- 5 76 countries have an explicit National Urban Policy (NUP), i.e. a country has a policy called "National Urban Policy", "National Urbanisation Policy", "National Urban Strategy" or a similarly close variant. 74 countries have an implicit or partial NUP, i.e. a country has many of the elements of a NUP in place but these are not brought together in a formal or explicit NUP. There are 195 countries. Source: UN-Habitat and OECD, 2018. *Global State of National Urban Policy*.
- 6 UN-DESA, 2018. *World Urbanization Prospects 2018*.
- 7 UN-Habitat, 2016. *Slum Almanac 2015-16*.
- 8 New Climate Institute, Ecofys and Climate Analytics, 2018. *Climate Action Tracker*.
- 9 IPCC, 2014. *Climate Change 2014: Synthesis Report*.
Goodell, J., 2017. *The Water Will Come: Rising Seas, Sinking Cities, and the Remaking of the Civilized World*.
Hansen, J. E., 2007. Scientific reticence and sea level rise.
Vermeer, M. and Rahmstorf, S., 2009. Global sea level linked to global temperature.
- 10 Bazaz et al., 2018. *Summary for Urban Policymakers*.
- 11 China and the US had combined energy-related emissions of 15.1GtCO₂-e in 2015. See: WRI, 2019. *Climate Watch Data Explorer*.
- 12 Based on global GDP of US\$84.74 trillion. See: IMF Data Mapper, 2019. *GDP, current prices: Billions of US dollars*.
- 13 Based on global GDP of US\$84.74 trillion. See: IMF Data Mapper, 2019. *GDP, current prices*.
- 14 Ahlfeldt, G., et al., 2017. *Demystifying Compact Urban Growth: Evidence From 300 Studies From Across the World*.
- 15 IEA, 2018. *Global EV Outlook 2018: Towards Cross-Modal Electrification*.
- 16 Lawson, M., et al., 2019. *Public Good or Private Wealth?*
- 17 IPCC, 2018. Summary for Policymakers. In: *Global Warming of 1.5°C*.
- 18 *Times of India*, 2019. Heat wave: Red alert over heat in Gujarat during weekend.
Snaith, E., 2019. 'The worst is still to come': Heatwave sees roads melt, rail tracks buckle and schools closed as 44C temperatures scorch Europe.
Wahlquist, C., 2019. Melbourne heatwave: city expecting 44C as Victoria faces hottest day since Black Saturday.
- 19 Alexander, C., 2019. Cape Town's 'Day Zero' Water Crisis, One Year Later.
Pathak, S., 2019. No Drips, No Drops: A City Of 10 Million Is Running Out Of Water.
Ritter, K., 2018. *São Paulo Heading To Another Dry Spell*.
- 20 IPCC, 2018. *Summary for Policymakers*.
- 21 Hoegh-Guldberg, O., et al., 2018. Impacts of 1.5°C global warming on natural and human systems. In: *Global Warming of 1.5°C*.
- 22 Sanjai, P. R., et al., 2017. 10,000 Electric Cars Highlight Steep Path to India's Ambitions.
- 23 World Bank and Ecofys, 2018. *State and Trends of Carbon Pricing 2018*.

Partenaires

Les partenaires de la coalition listés ici souscrivent à l'orientation générale des arguments, conclusions et recommandations formulés dans ce rapport.*

Gestionnaires



WORLD
RESOURCES | ROSS
INSTITUTE | CENTER



Une initiative spéciale de

THE NEW CLIMATE ECONOMY

The Global Commission on the Economy and Climate

Remerciements à nos bailleurs de fonds



Federal Ministry
for the Environment, Nature Conservation
and Nuclear Safety



Government Offices of Sweden
Ministry of the Environment



GLOBAL COVENANT
of MAYORS for
CLIMATE & ENERGY

* Le texte ne reflète pas nécessairement les vues personnelles ou les politiques officielles des contributeurs ou de leurs membres.

** Ce rapport a été financé par l'aide publique du Royaume-Uni; toutefois, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement britannique.





LES VILLES SONT DES MOTEURS DE CROISSANCE, D'INNOVATION ET DE PROSPÉRITÉ. CE RAPPORT MONTRE COMMENT LES BONS INVESTISSEMENTS PEUVENT CONSTRUIRE DES VILLES ET DES COMMUNAUTÉS DURABLES ET VIVABLES QUI NOUS AIDERONT À ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES OBJECTIFS DE L'ACCORD DE PARIS. IL EST POSSIBLE ET RÉALISTE D'ATTEINDRE NET ZÉRO ÉMISSION DANS LES VILLES D'ICI 2050 MAIS POUR Y PARVENIR NOUS AVONS BESOIN DE L'ENGAGEMENT DES VILLES, SOUTENU PAR L'ACTION DES ÉTATS

ANTÓNIO GUTERRES
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

L'INTÉGRALITÉ DU RAPPORT EST DISPONIBLE ICI:
[URBANTRANSITIONS.GLOBAL/URBAN-OPPORTUNITY](https://urbantransitions.global/urban-opportunity)

#URBANOPPORTUNITY